

Article

« Système international, État-nation et logiques sociales en Afrique au sud du Sahara »

Bogumil Jewsiewicki

Études internationales, vol. 17, n° 4, 1986, p. 875-884.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702092ar>

DOI: 10.7202/702092ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

LIVRES

1. ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE

Système international, État-nation et logiques sociales en Afrique au sud du Sahara*

Bogumil JEWSIEWICKI**

Ces livres ont pour caractéristique commune une région – l'Afrique au sud du Sahara – et une période – les XIX^{ème} et XX^{ème} siècles. Ils sont par contre produits des pratiques disciplinaires diverses allant de l'histoire à la sociologie. Certains, tant par la réputation de leurs auteurs (C. Coquery-Vidrovitch, C. Meillassoux, G. Dupré) que par une déclaration explicite (C. Leo), se situent dans une des démarches matérialistes, d'autres – au contraire – se veulent éclectiques comme c'est le cas du livre de C. Young et T. Turner ou simplement descriptifs, dans la bonne vieille tradition de l'empiricisme. (Mbembe, Rurihose *et al.*).

* COQUERY-VIDROVITCH, Catherine. *Afrique noire. Permanences et ruptures*. Paris, Payot, 1985, coll. « Aux origines de notre temps », 440 p.

DUPRÉ, Georges. *Les naissances d'une société. Espace et historicité chez les Beembé du Congo*, Paris; Éditions de l'ORSTOM. 1985, coll. « Mémoires », 418 p.

DUPRÉ, Georges. *Un ordre et sa destruction. Économie, politique et histoire chez les Nzabi de la République Populaire du Congo*, Paris, Éditions de l'ORSTOM, 1982, coll. « Mémoires », 446 p.

GOERG, Odile. *Commerce et colonisation en Guinée (1850-1913)*. Paris, l'Harmattan. 1986, coll. « Racines du présent », 430 p.

HÉRITIER-AUGÉ, Françoise. *Leçon inaugurale*. Paris, Collège de France, 1984, 42 p.

LEO, Christopher. *Land and Class in Kenya*. Toronto, University of Toronto Press, 1984, coll. « The political economy of world poverty », 244 p.

MBEMBE, J.A.. *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*. Paris, l'Harmattan, 1985, coll. « Logiques sociales », 247 p.

MEILLASSOUX, Claude. *Anthropologie de l'esclavage. Le ventre de fer et d'argent* Paris, Presses Universitaires de France, 1986, coll. « Pratiques théoriques », 375 p.

NZONGOLA-NTALAJA (éd.). *The Crisis in Zaïre: Myths and Realities*. Trenton, N. Africa World Press. 1986, 327 p.

RURIHOSE, Ndeshyo. *Le système d'intégration africaine*. Kinshasa, Presses Universitaires du Zaïre, 1984, 182 p.

RURIHOSE, Ndeshyo, LUABA Ntumba, DHEBA Dhengonga. *L'antidérive de l'Afrique en désarroi*. Kinshasa, Presses Universitaires du Zaïre, 1985, 473 p.

VANGROENWEGHE, Daniel. *Du sang sur les lianes, Léopold II et son Congo*. Bruxelles, Didier Hatier, 1986, coll. « Grands Documents », 318 p.

VINCKE, E. *Géographes et hommes d'ailleurs. Analyse critique de manuels scolaires*. Bruxelles, Centre Bruxellois de Recherche et de Documentation pédagogiques. 1986, coll. « Documents », 136 p.

WILLAME, Jean-Claude. *Zaïre, l'épopée d'Inga. Chronique d'une prédation industrielle*. Paris, L'Harmattan, 1986, coll. « Villes et entreprises », 227 p.

YOUNG, Crawford et TURNER, Thomas. *The Rise and Decline of the Zairian State*. Madison, Wis. University of Wisconsin Press, 1985, 500 p.

** Professeur au Département d'histoire de l'Université Laval à Québec.
Revue Études internationales, volume XVII, n° 4, décembre 1986

La première question à laquelle il me faut sans doute répondre concerne la représentativité de l'échantillon. La sélection est due à deux facteurs, largement divergents: 1) la perception par les maisons d'édition du champ d'intérêt de cette Revue et 2) mes propres travaux et relations. Presque indépendamment de ces facteurs, il faut signaler l'exclusion de cette analyse des travaux sur l'Afrique du Sud. Depuis au moins dix ans, il s'y est constitué un domaine spécifique, doté de sa propre dynamique, assez fortement replié sur lui-même mais qui a exercé une grande influence méthodologique sur les études africaines. Dans ce domaine, le paradoxe central de l'africanisme, en tant que spécialisation universitaire, est le plus évident aujourd'hui. L'hésitation à aborder directement les problèmes du présent immédiat conduit à la fuite vers le passé comme terrain d'analyse tout comme une spéculation sur modèles de démarche analytique. La science politique s'y complaît dans des macro-analyses dont les acteurs sont État et système international et non pas les jeunes de Soweto dont l'obstination désespérée qui s'autoalimente, risque d'être la première chute du système actuel.

L'Afrique du Sud sera néanmoins une toile de fond de plusieurs de mes remarques puisque les forces sociales qui sont en train de faire éclater ce pays représentent un condensé des processus sociaux (W. McNeil, *Mythistory and Other Essays*. Chicago, University of Chicago Press, 1986, p. 52 en donne une belle définition) observables ailleurs; de même que l'environnement international y joue le couvercle de la marmite sur le feu. À cet égard, la sensibilité des auteurs africains me semble refléter mieux le processus social immédiat que le regard lointain, théoriquement plus solide, de l'Occident.

Une fois l'absence mise en évidence, il est important de parler de l'inégalité des présences. Celle de l'Afrique centrale francophone est un peu disproportionnée par rapport à l'édition. Elle reflète cependant le retour en force d'une région dont on a beaucoup, mais assez hâtivement, dit dans les années 1960 et qui fut ensuite négligée dans la production savante. L'intérêt actuel résulte à mon avis de trois facteurs: 1) l'évolution des attitudes envers le phénomène colonial dans les ex-sociétés métropolitaines; 2) la fascination du cas zaïrois, cette ex-colonie modèle, vue encore dans les années 1950 comme modèle de stabilité avant de devenir le modèle de l'échec, successivement de la modernisation post-coloniale, de la stabilisation « internationale » (l'échec de l'ONU et de l'investissement bi et multilatéral; 3) le cheminement personnel des chercheurs face aux « écoles » et terrains. C'est surtout le cas de Georges Dupré, ce sociologue qui s'affirme aujourd'hui parmi quatre ou cinq meilleurs anthropologues historiques du monde. On peut comparer le rôle que ses deux livres récents joueront dans la connaissance des sociétés africaines à celui d'E.P. Thompson dans le développement de l'histoire sociale du monde ouvrier.

L'absence des travaux sur la période pré-coloniale n'est pas due à l'orientation de cette Revue; c'est le reflet d'un essoufflement de la recherche savante sur cette période où l'approche de nouvelle histoire sociale est particulièrement difficile, et où la crise des paradigmes marxiste, fonctionnaliste et structuraliste laisse un grand vide. Une fois l'oralité, dont l'Afrique fut, pour les historiens, le grand champ d'apprentissage, fut reconnu par la recherche sur les sociétés occidentales, le terrain africain perdit de son attrait pour l'Occident. Il est symptomatique que le 25^{ème} anniversaire de publication *De la tradition orale*, de Jan Vansina (Tervuren, 1961) fut célébré en novembre 1986 parmi les seuls africanistes. Son nouveau livre (*Oral Tradition as History*. Madison, University of Wisconsin Press, 1985) fait le bilan d'un quart de siècle de recherche où la place de l'Afrique n'est plus centrale (voir E. Tonkin dans *Journal of African History* 1986/2).

Le dernier livre de Claude Meillassoux fait exception à cette règle mais c'est un ouvrage théorique où la période et le terrain (L'Afrique de l'Ouest du XVII^{ème} au XIX^{ème} siècle) ne sont que prétexte au raffinement subtil, d'une impressionnante rigueur, d'une théorie matérialiste du social.

I - L'AFRIQUE ET LE SYSTÈME INTERNATIONAL

Dans quelle mesure les travaux présentés ici reflètent-ils les courants dominants en étude des sociétés africaines? Après un quart de siècle de recherche intensive les bilans abondent, surtout du côté de l'histoire, avec la publication de *Cambridge History of Africa* (terminée en 1986, 9 volumes), de *General History of Africa* de l'UNESCO et d'*African Historiographies* (Sage 1986). En science politique, l'année 1985 fut aussi l'occasion de brosser quelques bilans des indépendances africaines, bilans amères, souvent pessimistes et teintés de crainte d'une recolonisation du continent où la crise s'est installée à demeure. (p. ex. G.M. Carter et P. O'Meara (éd.). *African Independence. The First Twenty-Five Years*. Londres, Hutchinson 1985).

Contrairement au public de langue anglaise, le lecteur francophone n'avait à sa disposition aucune synthèse récente; la version française de l'histoire de l'UNESCO est fort en retard. L'excellent livre de Catherine Coquery-Vidrovitch comble ce besoin. Contrairement à *Afrique noire de 1800 à nos jours*, publiée conjointement avec Henri Moniot dans la prestigieuse collection « Nouvelle Clio », Paris, Presses Universitaires de France 1974, réédition en 1984, destinée aux chercheurs, *Afrique noire, permanences et ruptures* s'adresse à un public plus large. Sans être une vulgarisation, ce survol diachronique des principaux problèmes actuels des sociétés de l'Afrique subsaharienne, est une lecture indispensable pour toute personne dont les activités professionnelles sont liées à l'Afrique. Sans concession, l'auteure y analyse la série des crises qui frappent l'Afrique et attire notre attention autant sur les responsabilités internationales que sur celles des États et des classes dirigeantes locales. Je voudrais souligner une très bonne couverture de la partie australe du continent, en particulier de la République d'Afrique du Sud.

Divisé en quatre parties: 1) le nombre: l'évolution démographique, 2) le pouvoir (histoire politique à tous les niveaux) 3) la terre (auto-subsistance et crise alimentaire) et 4) le travail et la ville, l'avenir de l'Afrique noire, le plan du livre atteste de la fidélité de l'auteure à la démarche matérialiste obéissant ici à la vision braudélienne. Bien équilibré, le livre est cependant à son meilleur dans les chapitres qui traitent du problème urbain et du prolétariat africain. Cette partie traduit sa conviction que le développement des forces productives et les transformations sociales qui l'accompagnent détiennent la clef de l'avenir. Aujourd'hui cependant « la prospective africaine ne peut jouer qu'à court terme » (p. 395) alors que le facteur démographique agit dans l'immédiat en défaveur des économies nationales. Dans la longue durée, une pression démographique urbaine pourrait arracher, par une explosion de violence politique, « un changement radical du mode de vie et de survie » (p. 396).

Cette vision du rôle du nombre de personnes est caractéristique pour les analyses matérialistes françaises (voir Meillassoux mais aussi Dupré) et mérite notre attention. Au-delà du court terme et donc au-delà de la perspective néo-malthusienne, elle envisage une autre prospective, celle qui ne serait pas la projection du présent, qui inventerait un autre mode de production et de vie.

Un index et une riche bibliographie, organisée en sections thématiques, enrichissent le livre. Un seul regret de l'historien; de nombreuses imprécisions dans les adresses bibliographiques rendent parfois difficile l'identification d'un écrit cité.

Ce livre est assuré d'un succès durable étant le fruit d'une vingtaine d'années de recherches et de réflexion de celle qui compte parmi les deux ou trois meilleurs spécialistes de l'Afrique contemporaine. Une traduction, déjà annoncée aux États-Unis, prouve qu'il est compétitif sur le marché du livre anglais, plutôt saturé de synthèses sur l'Afrique.

Le problème du « mal-développement », terme qui traduit probablement le mieux la relation difficile entre les États africains et le système économique et politique international, constitue l'objet spécifique de deux nouveaux livres. Trois chercheurs zairois – Ndeshyo Rurihose, Ntumba Luaba et Dhendonga Dheba – dans un livre courageux, au titre original *L'antidérive de l'Afrique en désarroi* défendent le Plan d'Action de Lagos et se disent ses « apologistes ». Malgré une critique amère de ses pratiques politiques, ils affirment aussi leur attachement à l'Organisation de l'Unité Africaine. Une « Prière à l'Afrique pour l'OUA et par l'OUA de Ndeshyo Rurihose qui clôtüre l'ouvrage fait un amer constat de l'échec mais exprime une profonde foi « filiale » en l'Afrique personnifiée: « Surprenante Afrique, sauve-moi de la dérive et du désarroi, de la disette et de la famine »! (p. 404). Le volume est dédié à la mémoire de Diallo Telli, le premier secrétaire général de l'OUA. Connaissant les circonstances de sa mort dans les geôles de Sékou Touré, on est tenté de comprendre cette dédicace comme discret désaveu de l'État-nation en Afrique et de ses leaders.

Comme les économies africaines souffrent du mal-développement, la recherche et la réflexion africaines souffrent de la mal-diffusion si ce n'est pas une absence de diffusion. Ce livre montre que dans le domaine des relations internationales et de l'analyse du système économique international, les travaux d'intérêt ne manquent pas. Il est impossible ici d'en analyser d'autres; qu'il me soit permis de signaler que Ndeshyo Rurihose a publié également *Le système d'intégration africaine* (Kinshasa, PUZ, 1984) et en collaboration avec Ntumba Luaba, *La stratégie de l'OUA pour le développement* (même éditeur, 1981). À partir de la théorie d'influence de l'OUA sur les États membres, il se donne pour objectif de fixer la problématique de l'unité africaine en termes théoriques. Tout en reconnaissant l'énorme difficulté de mesurer la volonté politique des décideurs nationaux en faveur de l'intégration, l'auteur parvient à démontrer son ambiguïté. Il conclut sur le système « anarchoégalitaire » de l'OUA.

II – LE ZAÏRE: ÉTAT-NATION À LA DÉRIVE

Le Zaïre, dont l'immense dette extérieure et le scandale intérieur d'une grande richesse des ressources opposée à l'une des plus profondes misères du « petit peuple », bénéficie d'une couverture périodique des médias. En 1985/86, les publications savantes nous offrent un regard plus réfléchi sur ce pays. En moins d'un an, trois ouvrages sont consacrés à l'analyse des deux dernières décennies. S'il ne s'agissait pas de trois constats amers et pessimistes, il y aurait lieu de s'en réjouir. Malheureusement, ils nous conduisent à une seule conclusion. Malgré le raffinement de notre connaissance de la crise zairoise (elle n'est point exceptionnelle en Afrique tout en étant exemplaire) notre capacité collective de trouver des remèdes ne s'accroît pas; au contraire, l'attitude d'observateur semble la seule à adopter.

Sous un titre volontairement provocateur, *Zaïre, l'épopée d'Inga. Chronique d'une prédation industrielle*, Jean-Claude Willame pose une question lourde de conséquences pour la réflexion critique sur les motifs de la décolonisation. Dans quelle mesure, à la prudence des investissements industriels de la période coloniale a succédé un aventurisme parfaitement irresponsable qui rappelle la spéculation sur les titres coloniaux à la fin du XIX^{ème} siècle? À l'exception des populations locales, prises en otage et jamais consultées, personne ne semble payer les frais des éléphants blancs industriels qui agonisent un peu partout sur le sol africain. Le grand mérite du livre du J.C. Willame est de situer le cas zairois dans le contexte des aventures semblables (l'auteur les qualifie de « safaris » techno-industriels) en Égypte à la fin du XIX^{ème} siècle, en Inde et en Afrique d'aujourd'hui. Le « transfert de technologie » constitue une activité prédatrice hautement rentable qui conduit à une « mise à sac progressive d'un État » par « consentement mutuel » (p. 25) dont bénéficient autant les

bourgeoisies nationales d'États que certaines entreprises occidentales. Cette « économie spectacle » conduit autant à une « désindustrialisation caractérisée » qu'au cauchemar financier international. Les complexes industriels importés, clefs en main, agonisent alors que le service de la dette finançant leur implantation saigne à blanc les économies nationales condamnées ainsi au marasme. La conclusion insiste sur deux suites possibles de cette « prédation industrielle ». L'explosion de la violence serait une conséquence de l'implosion économique (p. 222), résultat direct de la désindustrialisation ruineuse. Pour l'éviter, l'application de la notion de dette « odieuse » pourrait permettre de répudier les charges frauduleusement imposées aux populations. Cette éventualité soulève deux interrogations majeures dont seule la première est signalée par l'auteur. La modification inévitable de la conception actuelle de souveraineté nationale et ainsi celle du système politique international dont vient de parler Ali Mazrui dans une série télévisée fort controversée? Comment éviter la possibilité, fort réelle, qu'un pouvoir despotique ne se serve de la notion de dette odieuse pour répudier celle contractée par son prédécesseur et ceci dans l'unique but d'en contracter une autre. Puisque, dans de nombreux cas, la misère de la population semble prévenir une nouvelle accumulation, la seule façon d'agir pourrait être pour de nouveaux dirigeants d'hypothéquer cette misère à long terme. L'installation d'une nouvelle bourgeoisie ou bureaucratie d'État n'est peut être plus possible sans mécanisme de « consentement mutuel » lors d'un nouveau transfert de technologie en vue d'implanter un autre éléphant blanc.

Agir de façon à ce que ces hypothèques ne trouvent plus preneurs sur les marchés financiers internationaux, n'est-ce pas encore une autre forme de mise sous tutelle des États au moins formellement souverains? Ne risque-t-on pas d'instaurer, sur le plan international, un système que J.C. Willame a qualifié de « partimonialisme » dans un important livre sur le Zaïre qu'il a publié en 1972? Dans le cas contraire, nous pourrions devoir « entretenir une masse de gens sans espoir d'en tirer grand-chose nous prévient Ilunga Kabongo (in B. Jewsiewicki (éd.) *État Indépendant du Congo. Congo belge. République Démocratique du Congo. République du Zaïre?* Québec, Safi, 1984, p. 22). Cette citation clôt le livre.

L'apport de Willame au débat en cours consiste principalement en une autopsie minutieuse de l'aventure du complexe hydroélectrique d'Inga et des industries qui auraient dû « consommer » l'énergie produite. Il s'agit d'une analyse fort complète et très bien documentée. L'auteur, directeur adjoint du Centre d'étude et de documentation africaine (CEDAF) de Bruxelles, est très bien placé pour la tâche. Les travaux sur le transfert de technologie internationalement connus et leur expertise acquise dans l'évaluation du projet de développement en garantissent la qualité. Le CEDAF constitue aujourd'hui l'unique lieu où une telle analyse aurait pu être faite; aucun autre centre de recherche au monde ne dispose de documentation aussi abondante et d'aussi riches contacts au Zaïre.

Le diagnostic général de C. Coquery-Vidrovitch et l'osculatation monographique de J.C. Willame s'accordent sur le danger imminent d'une explosion de la violence. L'égoïsme de l'État-nation (un euphémisme pour dire la rapacité insatiable des bureaucraties étatiques et des prédateurs internationaux) conjugué au système « anarcho-égalitaire » des organisations d'intégration africaine font de l'« ordre de la misère » le sort ordinaire des peuples d'Afrique; jusqu'à quand?

Comment ces mécanismes fonctionnent au niveau du pays? Crawford Young, le doyen des politicologues et le meilleur spécialiste occidental du Zaïre suit son évolution depuis bientôt 30 ans. Avec la collaboration de T. Turner il propose la suite de sa magistrale analyse de la naissance du Zaïre (alors Congo) indépendant (*Politics in the Congo*, Princeton, Princeton University Press, 1965, traduction française de 1968). Le nouveau livre représente une somme de connaissances exceptionnelles qui bénéficie de la documentation réunie souvent à chaud et d'une intime connaissance de la société zairoise qu'ont les deux auteurs.

Le grand avantage de ce livre, c'est l'attention portée à la dynamique interne, aux rapports contradictoires entre l'État et la société civile à la confrontation entre le mot d'ordre unitariste et les politiques d'ethnicité, à la profonde inégalité socio-économique. L'environnement international est moins présent, renvoyé au dernier chapitre et inévitablement, compte-tenu de 500 pages de fine analyse, un peu schématique. Comme c'est l'aspect le mieux connu de la crise zairoise, le caractère synthétique (ce chapitre est excellent guide de la question) du traitement qui lui est réservé me semble justifié. Le schéma de la page 394, dommage qu'il s'arrête en 1978, vaut d'ailleurs quelques dizaines de pages de texte. La conclusion confirme ce que je viens de dire :

The hegemony of the state and the survival of its incumbent rulers will be assured by the external forces, as state and regime are the sole guarantors of their interests. This apparent passivity of civil society in the face of its unending series of misfortunes is rooted in the conviction of its powerlessness (p. 395).

Signe de résignation ? Elle s'achève sur la probabilité du caractère cyclique du temps en invoquant Ibn Khaldoun ; apogées et déclin se succéderaient. Une bibliographie d'une exceptionnelle richesse et un excellent index, qui occupent cent pages, font de ce livre un précieux instrument de travail. Il est aujourd'hui la lecture indispensable pour qui voudrait aborder la politique contemporaine en Afrique.

Quelques mois après sa parution, Nzongola-Ntalaja nous proposa un recueil *The Crisis in Zaïre: Myths and Realities*, première partie des travaux du colloque que lui-même et le Centre pour la recherche sur le Zaïre (CEREZ) ont organisé en 1984 à Washington. Dix-sept contributions sont consacrées aux divers aspects de la crise, de la perspective macro politique (centre-périphérie) aux micro analyses des pratiques de survie. Ces dernières sont très bonnes tout comme magistrales, comme habituellement le sont ces trop rares travaux sur le Zaïre, contribution de l'économiste belge J.P. Peemans sur l'agriculture zairoise de 1960 à 1980. L'éditeur du volume, devenu maître de brève et incisive analyse (son « The Bourgeoisie and Revolution in the Congo », *Journal of Modern African Studies*, 1970, pp. 511-530) est un classique) est l'auteur d'une excellente introduction suivie d'un bref texte d'Ilunga Kabongo. Les deux attestent du très haut niveau de la recherche et de la réflexion zairoise sur le Zaïre, ce qui pose avec insistance la question du rapport entre le travail intellectuel et les pratiques politiques, sociales et économiques. Comment est-ce possible qu'un pays qui dispose probablement de la plus brillante et la plus originale élite intellectuelle (depuis environ 1975 plusieurs ont dû quitter le pays) soit un modèle de crise post-coloniale ? Mudimbe, Nzongola, Ilunga et d'autres ont tous été au pays au début des années 1970, mais ce capital intellectuel fut dilapidé ; manquait-il de pertinence pour le développement ou au contraire fut-il trop dangereux pour les « consentements mutuels » de mise en sac ? La fuite des cerveaux ne fait-elle pas partie d'une stratégie politique ? Comment serait-il possible autrement que les gens qui sont bons pour les meilleures structures universitaires des États-Unis n'aient pas de place au pays ?

III – UN NOUVEAU REGARD MÉTROPOLITAIN SUR LE FAIT COLONIAL

Un nouvel intérêt pour le fait colonial du grand public des ex-métropoles me semble venir du reflux du culpabilisme tiers-mondiste et de la crise mondiale. La nouvelle génération considère le fait colonial comme appartenant définitivement au passé et n'en a aucun souvenir. Alors qu'une *Histoire de la France coloniale* est en préparation sous la direction de J. Marseille, une révision du passé colonial s'amorce en Belgique. À côté de la littérature nostalgique de déculpabilisation, notons une courageuse publication de grande

valeur historique: *Du sang sur les lianes* paru en néerlandais, il y a deux ans, et maintenant disponible en français. Il est caractéristique pour les attitudes belges face à l'Afrique que les néerlandophones soient beaucoup plus critiques envers la politique belge et envers l'oeuvre coloniale qu'ils considèrent avoir surtout été une affaire de la bourgeoisie wallonne. Le livre de Vangroenweghe touche à tel point à ce qui demeure encore de la conscience nationale belge que l'éditeur s'est senti obligé d'y placer un avertissement. Et pourtant déjà en 1985 une série télévisée « Bula Matari », presque un modèle dans son genre, a fait un bilan très bien informé et très équilibré de l'oeuvre coloniale belge. Elle fut suivie d'une exposition sur: « Le Zaïre 1885-1985: Cent ans de regards belges » (le catalogue paru sous le même titre: Bruxelles, C.E.C. 1985). Déjà l'une et l'autre touchaient aux fondements mêmes du mythe colonial appris à l'école: motivation humanitaire au départ et conquête pacifique. Vangroenweghe risque de priver la Belgique de quelques héros que commémorent les noms de rues et les monuments des villages d'origine. Il sort ainsi du strict domaine de recherche historique auquel son livre appartient au plus haut degré. Le réexamen de la conscience collective continue. E. Vincke (médecin et anthropologue) vient de publier une analyse critique des manuels scolaires *Géographes et hommes d'ailleurs* qui attaque la « raciologie » ordinaire. La parution dans une collection du Centre bruxellois de recherche et de documentation pédagogiques promet à ce très sérieux travail l'impact social qu'il mérite.

Revenons cependant au « caoutchouc rouge » (rouge du sang versé pour son acquisition) qui a financé, l'oeuvre coloniale de Léopold II. La réalité du caractère sanglant de l'occupation du Congo fut acquise parmi les historiens mais un travail documentaire exhaustif faisait défaut. Vangroenweghe a eu le courage, la patience et les qualifications nécessaires à cette immense tâche. Il nous en offre un livre définitif qui s'alimente des archives de trois continents en douze langues. L'auteur établit les faits et décrit. Il ne peut cependant s'empêcher de prendre position sur le plan moral.

Il est alors intéressant de comparer le dossier de la région de l'Équateur – qui bénéficie aussi d'une très bonne thèse de Samuel Nelson. « Colonialism, Capitalism and Work in the Congo Basin. A History of Social Change in the Tshuapa Région 1880-1940 » Stanford University, 1986 – au livre d'Odile Goerg sur le commerce en Guinée. Les deux régions, pourtant si éloignées, ont le caoutchouc en commun. Les exportations congolaises furent trois fois plus importantes que celles guinéennes mais la part du caoutchouc y jouait un rôle comparable: à peu près 70 % des exportations en Guinée et entre 80 et 90 % pour l'État Indépendant du Congo. La Guinée échappe au système concessionnaire parce que le cycle commercial du caoutchouc, 1890-1913, ne pouvait y être réalisé que par l'intermédiaire de l'économie de traite africaine. À la fin du cycle, une mise en dépendance des commerçants africains a montré que commerce et colonisation sont inséparables, le premier permettant et entraînant la deuxième qui alors impose une réorganisation des échanges que la présence coloniale rendait indispensable. Le livre d'Odile Goerg, solide et riche, invite à faire une bonne histoire économique comparée.

La colonisation et ses suites constituent le sujet du livre de Christopher Leo, lui aussi issu d'une thèse de doctorat. Le thème (terre et classe au Kenya) et l'introduction donnent au lecteur l'eau à la bouche alors que le livre annonce un renouvellement de l'analyse marxiste de la formation de la société kényenne, une terre d'élection pour la confrontation de diverses thèses d'inspiration marxiste. Comme les chercheurs canadiens, dont Colin Leys, Bruce Berman et quelques autres, comptent parmi les meilleurs spécialistes de ce pays, il n'en faut pas plus pour qu'on s'empare du livre avec impatience. J'y ai trouvé une analyse solide qui mérite sa lecture, surtout intéressante pour la période postérieure au début des années 1960, mais point de renouvellement de la démarche.

IV – L'HISTOIRE SOCIALE DU FAIT POLITIQUE

Il en est un peu de même du livre de J.A. Mbembe dont le contenu n'est pas à la hauteur de mes attentes. Montrer comment fonctionnent les rapports entre les jeunes et la structuration de l'ordre politique en Afrique noire aujourd'hui est un objectif exigeant. Pour y parvenir, il ne suffit pas d'être intelligent et même brillant, l'auteur l'est sans doute, ni même d'appartenir à cette moitié de la population qui n'a « aucune mémoire personnelle de la colonisation ». L'équation qu'il formule sera sûrement déterminante pour l'avenir. L'idée du conflit politique entre la jeunesse (cadets) et la génération issue de la colonisation (aînés) vient d'une transformation par J.F. Bayart d'un des thèmes chers à l'anthropologie marxiste française.

Mbembe nous offre une promenade guidée à travers ses lectures, parcours intéressant mais qui ne découvrent rien de fondamentalement nouveau. Les titres provocateurs: « Conscience alimentaire du pouvoir? », « Pratiques sexuelles et langages politiques », « Réinventer l'État? » ne suffisent pas pour convaincre qu'au-delà d'une lecture assez captivante se trouve une chance de mieux comprendre l'évolution politique actuelle. Reconnaissons cependant que l'auteur qualifie son livre d'essai qui « tente de jeter un regard banal ». À ce titre, c'est une lecture hautement utile pour ceux qui sont peu familiers avec les sociétés africaines.

Deux grands africanistes français, venant tous les deux de l'école de l'anthropologie marxiste qui s'est dissoute, démontrent qu'il ne faut pas confondre maîtres et écoles. Georges Dupré et Claude Meillassoux couronnent, chacun à sa manière, une oeuvre de longue haleine et illustrent, par deux pratiques très différentes, le potentiel de la démarche qui s'inspire du matérialisme.

L'histoire sociale, surtout dans la version de la *new social history*, semblait jusqu'à tout récemment presque interdite à celui qui se penche sur le passé des sociétés d'Afrique. Suivant en cela J. Vansina, Dupré vient d'apporter un brillant et décisif démenti à ce constat. À l'époque où la sociologie anglosaxonne s'ouvre à la *historical sociology*, n'est-il pas normal que ce sociologue, proche de G. Balandier, fasse l'oeuvre d'historien? *Un ordre et sa destruction* commence par une citation de Touraine annonçant son objectif: « placer l'historicité au coeur de la société ». Désormais, l'anthropologie historique des sociétés africaines ne pourra pas se passer de références à Dupré qui réussit à montrer comment l'historicité se trouve agissant dans le processus de production du social. Ses deux livres, huit cents pages de lecture passionnante, sont riches en inspirations et pleins d'enseignements méthodologiques; de quoi nourrir tout un séminaire de doctorat. Dupré, qui s'est presque tu pendant plus de dix ans, invite le lecteur à comprendre le présent de deux sociétés congolaises très différentes même si géographiquement proches. Il en a partagé le quotidien et le « passé présent » et entraîne le lecteur dans sa démarche, voyage exigeant mais qui lui épargne des explications pédagogiques. Dupré préserve le singulier et même l'apparemment absurde du rouleau compresseur d'un rationalisme ethnocentriste animé de mission didactique et pénètre « la logique et nécessité interne » d'un système social pour reprendre l'expression de F. Héritier-Augé (p. 29). Dupré conclut sur deux principaux enjeux sociaux du présent, les rapports hommes-femmes et ceux jeunes-vieux.

Les hommes ne maintiendraient leur contrôle sur les femmes qu'en leur ouvrant de nouveaux domaines et en préparant de cette façon les futures remises en cause de leur pouvoir (*La naissance d'une société*, p. 331) et

Ne pouvant ni s'insérer dans l'univers misérable du sous-prolétariat urbain, ni espérer acquérir une identité nzabi qui se dilue chaque jour d'avantage en se soumettant à la rapacité sans limites des vieux, la fraction la plus dynamique de la jeunesse nzabi n'a sa place nulle part (*Un ordre...*, p. 385).

N'est-ce pas la meilleure explication de l'indécise dialectique entre classe et ethnic, entre l'identité nationale et la solidarité de parenté ?

V – UNE MUTATION OU UNE MATURATION THÉORIQUE ?

L'anthropologie de l'esclavage de Claude Meillassoux couronne le projet théorique ouvert il y a plus de vingt ans par le désormais classique, l'*Anthropologie économique des Gouro de Côte-d'Ivoire* (Paris, Mouton, 1964). *L'esclavage en Afrique* (Paris, Maspero, 1975), ouvrage collectif issu d'un des séminaires de Claude Meillassoux en a marqué le mi-chemin. La pensée théorique s'est toujours disputé le terrain avec d'excellentes analyses empiriques, dans son dernier livre la première emporte. Trois symboles annoncent en sous-titre les axes de sa réflexion : le ventre en tant que giron social de la reproduction réaffirme la centralité dans l'analyse du social. L'esclave est défini par rapport à elle d'où le chapitre V intitulé « Non-nés et morts en sursis ». Le fer, en fait le fusil, en est donc le premier moyen de production suivi de l'argent, c'est-à-dire de l'extraction marchande des personnes. Le thème de parenté, marque indélébile de Claude Lévi-Strauss sur l'anthropologie française se retrouve à la base de la définition de l'esclave, un antiparent, incapable de procréer, puisque socialement stérile. Peut-on affirmer plus radicalement que la reproduction est sociale ou ne l'est pas ?

La non-reproduction de l'esclave est la thèse centrale du livre, l'auteur profondément fidèle au matérialisme, entreprend même un calcul (inévitablement une simulation) de la non-rentabilité pour le maître de la reproduction biologique de l'esclave. Il en découle le caractère inévitablement prédateur de toute société qui économiquement s'appuie sur le travail d'esclave. Si l'esclavage est historiquement (la première) antithèse de la parenté, les rapports marchands pourraient en être la deuxième. La thèse de Martin Klein sur le lien entre la libération des esclaves et le salariat deviendrait théoriquement nécessaire. Le paradigme anthropologique de parenté ne serait ainsi pertinent que pour les pratiques des fractions dirigeantes de la société mais à titre d'une symbolique dominante étendue sur toute la société comme rapport idéologique de pouvoir politique.

Ce beau livre mérite un traitement de loin plus complet et plus autorisé. En terminant, il faut noter la rigueur conceptuelle dont est gardien le glossaire en fin de volume. Les liens entre les notions d'exploitation, de classe sociale, de rapport de reproduction et la parenté permettent de voir l'axe central du système théorique de Meillassoux.

Placé sur le plan proprement théorique, le grand mérite de ce livre est de sortir de l'appréhension juridique de l'esclave en faveur de celle socio-économique. La mutation du savoir africaniste est marquée autant par l'usure des paradigmes spécifiques que par l'essoufflement de l'épistémè qui a autorisé l'africanisme et le tiers-mondisme. Les grands bilans de la connaissance savante du passé africain sont encore aujourd'hui des moments qui commémorent l'époque héroïque de la lutte pour la reconnaissance du passé africain. Par contre, la recherche en cours place l'historicité au coeur et non pas en dehors des sociétés africaines. Ayant reconnu le poids de l'environnement international, on refuse de plus en plus d'en faire le seul responsable de la crise, ce qui équivaldrait à en faire le seul acteur.

Quelques faits récents annoncent la fin d'un bal « des sciences humaines 'africanistes' où se côtoient, se frôlent et s'opposent sans se lasser peaux noires et masques blancs, et inégalement convaincants, masques noirs et peaux blanches » (J.L. Vellut « Africa in toto » *Tijdschrift voor Geschiedenis* 98, 1985, p. 331). Dans sa leçon inaugurale au Collège de France, F. Héritier-Augé propose d'« associer » le donné phénoménologique variable des sociétés à des mécanismes invariants sous-jacents » (p. 33) alors qu'elle cherche « à mettre

en évidence la logique et la nécessité interne de systèmes sociaux » p. 26) qui se situent dans les rapports qui unissent les faits et non dans les faits eux-mêmes » (p. 29). L'Histoire est selon elle responsable de l'innovation au sein d'un système alors que « les blocages sont, eux, des phénomènes de structure » (p. 33) sans que les changements ne relèvent « totalement de l'aléatoire » (p. 35). Cette leçon exceptionnellement riche prend l'engagement « de dépasser les différences sans les réduire » (p. 41), se propose de « construire un assemblage où les points de vue sociologique et anthropologique ne se laissent pas dissocier » (p. 41) et introduit l'Histoire au coeur des sociétés. C'est ainsi que l'adjectif « africaniste » fait place à « africain » un qualificatif à référent inscrit au-delà et en-deça de notre pratique de recherche.

La création au Collège de France d'une chaire d'étude comparée des sociétés africaines, suivie de l'élection de Marc Augé à la présidence de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales prouvent que la crise d'un genre de discours sur les sociétés africaines ne remet pas en question la nécessité de leur présence dans notre champ du savoir. Au-delà d'une indéniable reconnaissance des qualités des personnes, c'est aussi une heureuse banalisation de l'« objet » d'étude dont nous ne pouvons qu'espérer l'extension sur l'ensemble de nos sociétés pour que « africain » cesse d'être synonyme d'« exotique ».